

La collaboration coloniale belgo-luxembourgeoise au Congo

Le 30 juin dernier, la République démocratique du Congo fêtait le cinquantenaire de son indépendance, en présence du roi des Belges. Aucun représentant luxembourgeois ne participa à ces cérémonies, bien que les Grand-Ducaux fussent des partenaires égaux des Belges à l'époque coloniale. Il est vrai que depuis cinquante ans, cet aspect de l'histoire a été effacé de la mémoire collective luxembourgeoise, alors qu'avant 1960, la participation luxembourgeoise au système colonial était un fait bien connu. Dès 1930, en effet, la propagande coloniale battait son plein au Luxembourg, animée par le Cercle colonial luxembourgeois (CCL), fondé en 1925 par des Anciens du Congo.

Les Luxembourgeois au Congo dès le début de la colonisation

L'État indépendant du Congo (EIC) fut créé en 1885 comme propriété personnelle du roi des Belges, Léopold II, qui fut reconnu souverain de l'immense territoire que l'explorateur américain Henry M. Stanley avait parcouru depuis une dizaine d'années en Afrique centrale. Parmi les 150 premiers compagnons de Stanley se trouvait déjà un Grand-Ducal, le lieutenant Nicolas Grang, né en 1857 à Buschrodt. Arrivé au Congo le 20 mars 1882, il participa à diverses campagnes militaires, mais mourut, terrassé par la fièvre, le 11 mars 1883 à Léopoldville. Une douzaine d'autres militaires luxembourgeois participèrent à la mise en place du système colonial entre 1885 et 1908¹.

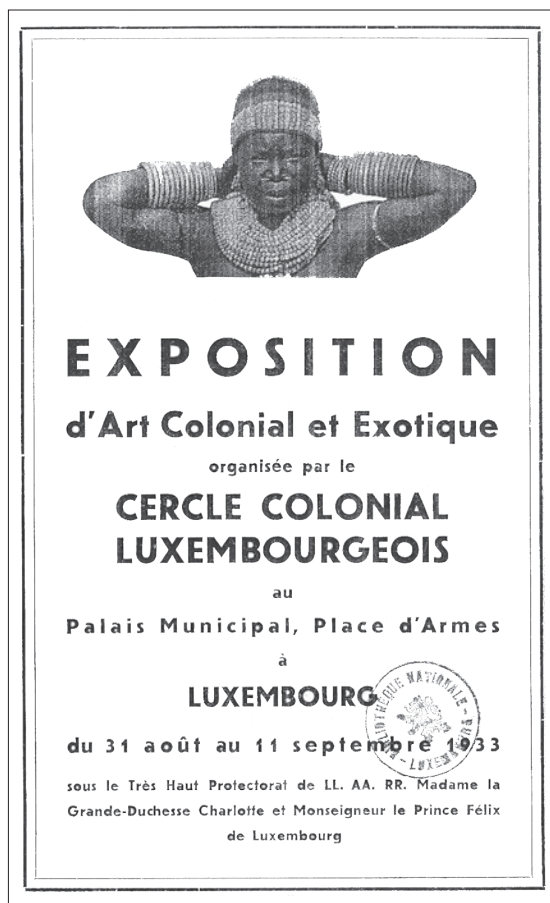
De 1890 à 1898, une quinzaine de Grand-Ducaux, dont la plupart avaient des attaches à Bascharage et à Pétange, participèrent à la construction de la première ligne de chemin de fer du Congo, entre

Matadi et Léopoldville. Le directeur d'exploitation de cette ligne, l'ingénieur luxembourgeois Nicolas Cito, fit par la suite une brillante carrière managériale et devint en 1920 administrateur délégué de la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, une des principales filiales congolaises de la Société générale de Belgique. En 1927, il fut nommé consul général du Grand-Duché à Bruxelles, où il s'occupait avant tout des intérêts luxembourgeois au Congo. Le richissime homme d'affaires se fit également mécène en finançant la rénovation de l'école primaire de son village natal de Bascharage, qui porte encore aujourd'hui son nom², et en payant des études d'art à son cousin Claus Cito, le sculpteur de la *Gëlle Fra*.

D'autres Luxembourgeois furent engagés dès cette époque dans des sociétés coloniales. Bien que nous ne sachions pratiquement rien de leur activité au Congo, il est probable qu'ils participèrent au système d'exploitation des ressources naturelles, qui se caractérisait par une extrême violence envers la population africaine soumise au travail forcé (prises d'otages, assassinats de villageois récalcitrants, destruction de villages entiers, etc.).

Régis Moes

Régis Moes, élève de l'École normale supérieure de Paris, vient de consacrer son mémoire de master en histoire à la communauté luxembourgeoise au Congo belge (1883-1960).



Affiche reproduite dans la brochure de l'exposition : « Exposition d'Art Colonial et Exotique à Luxembourg » du 31 août au 11 septembre 1933, Luxembourg, 1933, p. 3

Les Luxembourgeois assimilés aux Belges au Congo

En 1908, la Belgique fut contrainte de reprendre la colonie de son roi après qu'une campagne de presse anglaise ait stigmatisé les atrocités commises dans le cadre de la collecte du caoutchouc naturel. Pour les Luxembourgeois, la reprise du Congo par la Belgique signifiait une large fermeture de la colonie : légalement, du temps de l'EIC, il n'existait pas de préférence nationale pour les Belges au Congo, ce qui changea en 1908. Il fallut attendre le lendemain de la Première Guerre mondiale pour que les Luxembourgeois y obtiennent une position privilégiée et ce, dans un contexte politique ambigu.

La Belgique avait alors des visées annexionnistes sur le Grand-Duché et la conclusion de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en 1922 n'était pour beaucoup de Belges qu'un pas vers l'annexion pure et simple du Grand-Duché. C'est dans ce contexte que le ministre belge des Colonies, Louis Franck, écrivit en 1922 au ministre d'État luxembourgeois, Émile Reuter, que les Luxembourgeois seraient « en tous points assimilés aux Belges, dans [les] services administratifs

et judiciaires » du Congo³. Confirmé en 1924 par le ministre des Affaires étrangères, Henri Jaspar, cette disposition était certes le corollaire de l'extension de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise au Congo, mais elle visait aussi à créer, dans les familles de coloniaux luxembourgeois, des « noyaux pro-belges⁴ ». Cette attitude condescendante n'empêcha pas de nombreux Luxembourgeois de devenir fonctionnaires au Congo, puisque l'administration d'Afrique en comptait 37 en 1940 et 80 en 1960.

Pourtant, de nombreux Luxembourgeois durent se faire naturaliser pour obtenir un avancement, bien que juridiquement, seul le poste de gouverneur général leur fût interdit. Ainsi, Fritz Wenner fut naturalisé Belge avant de devenir gouverneur de la Province du Kasai dans les années 1930. En effet, aucun texte légal ne consolidait les vagues promesses d'égalité entre Belges et Luxembourgeois. Ce n'est qu'en 1948 qu'un nouveau statut des fonctionnaires précisa dans son sixième article que « nul ne peut être nommé agent de l'Administration d'Afrique s'il ne remplit pas les conditions suivantes : 1. Posséder la nationalité belge ou luxembourgeoise⁵ ». Cette assimilation existait aussi dans le secteur privé et ceci explique que l'engouement des Luxembourgeois pour les carrières coloniales ne cessa de croître : ils étaient 28 au Congo en 1921, 127 en 1926, 252 en 1931. Après une stagnation dans les années de crise économique, leur nombre repartit à la hausse dès la fin des années 1930 et dans l'après-guerre : à la veille de la Seconde Guerre mondiale, 287 Luxembourgeois vivaient au Congo et, en 1958, année record, 575 Luxembourgeois y résidaient.

Propagande et recrutement

Depuis 1930, la propagande coloniale existait aussi au Luxembourg. Même si le gouvernement n'y participa jamais directement, puisqu'il n'existait aucun traité liant le Grand-Duché au Congo, il soutint activement le CCL. En particulier le ministre des Affaires étrangères, Joseph Bech, encouragea le mouvement colonial. Il inaugura ainsi les deux expositions coloniales qui se déroulèrent en 1933 et 1949 au Cercle municipal de Luxembourg. De plus, le prince Félix était haut protecteur du CCL et la famille grand-ducale ne se privait pas d'assister à ses manifestations⁶. En effet, pour attiser les vocations, le CCL, puis l'Alliance coloniale Luxembourg-outrémer (LUXOM) qui en fit scission en 1951, organisèrent de nombreuses conférences et projections de films à travers tout le pays. De même, dans les lycées, les directeurs étaient encouragés à informer leurs élèves sur les possibilités de carrière au Congo. Dans les années 1950, un concours annuel permettait à un étudiant luxembourgeois de faire un voyage d'études de deux mois au Congo. Certains groupes professionnels reçurent même des appels plus directs,

La plupart des Luxembourgeois qui partaient au Congo ne le faisaient pas pour y apporter la modernité ou la « civilisation » : leur expatriation était pour eux un travail comme un autre.

comme les médecins qui furent l'objet d'une campagne de recrutement ciblée en 1949. Le ton de la propagande coloniale et la participation régulière de ministres à celle-ci fit que pour la plupart des coloniaux luxembourgeois, il était clair qu'ils partaient en Afrique avec le soutien de leur gouvernement. Dans les années 1950, la collaboration coloniale belgo-luxembourgeoise fut ainsi présentée comme l'aspect le plus abouti de l'amitié entre les deux pays et faisait figure de précurseur de la construction européenne.

Le recrutement des coloniaux luxembourgeois prit diverses formes. Certains s'inscrivaient à l'Université coloniale d'Anvers ou à l'École coloniale de Bruxelles avant de devenir fonctionnaires au Congo. Dans le secteur privé, le recrutement se faisait souvent simplement par des annonces placées dans les quotidiens luxembourgeois. Cependant, la plupart des Grand-Ducaux partirent au Congo grâce à des relations personnelles, une connaissance ou un membre de leur famille leur ayant procuré un emploi. Avant 1940, ce furent avant tout les administrateurs luxembourgeois de sociétés coloniales qui recrutèrent des compatriotes, à l'exemple de François Beissel, administrateur délégué aux Huileries du Congo belge de 1914 à 1929, ou d'Édouard Monen qui dirigeait la Compagnie du Kasai dans les années 1920. Dans les années 1950, ce rôle fut repris par des colons luxembourgeois indépendants, à l'exemple des frères Delvaux qui avaient fait fortune dans la boulangerie industrielle et dans l'import-export à Léopoldville. Les associations coloniales – qui furent agréées par le ministère du Travail en 1953 en matière de placement professionnel – avaient largement recours aux services de ces influents personnages pour placer les jeunes gens qui se présentaient à leurs réunions hebdomadaires dans un café de la Place d'Armes. Très peu de femmes luxembourgeoises partirent au Congo pour exercer un métier – si ce n'est parmi les missionnaires qui étaient très présents autour de Stanleyville, où l'archevêque était, depuis 1958, un Luxembourgeois, Mgr Nicolas Kinsch. Au contraire, dès les années 1920, les Belges encourageaient les Européens à se rendre en famille au Congo, afin que les épouses restent à la maison, dirigent le ménage (toutes les familles avaient des « boys ») et surveillent les mœurs de leur mari.

La communauté coloniale grand-ducale

La plupart des Luxembourgeois qui partaient au Congo ne le faisaient pas pour y apporter la modernité ou la « civilisation » : leur expatriation était pour eux un travail comme un autre. C'est ainsi souvent une perspective d'ascension sociale qui guidait leur choix : « die Übersiedlung in die Kolonie [bedeutet] meist gleichzeitig einen Aufstieg in eine besser gestellte Gesellschaftsklasse; der Durchschnittsbeamte oder Angestellte, der in

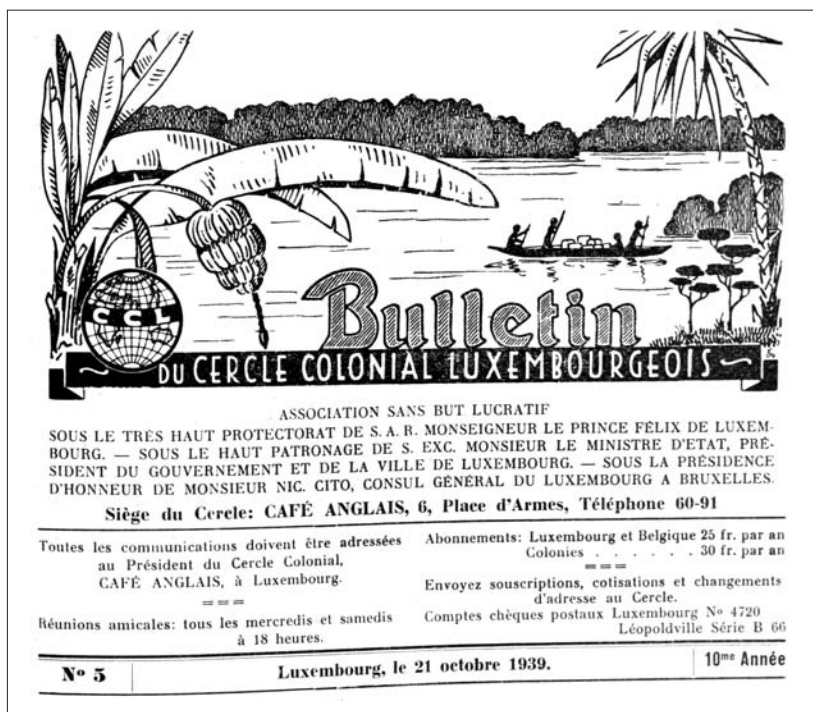
seiner Heimat in der Masse verschwindet, spielt dort eine Rolle und genießt einen Komfort der ihm zu Hause versagt bleibt », note Nic. Cito en 1938⁷. Dans les années d'après-guerre, on retrouvait ainsi des Luxembourgeois dans tous les domaines d'activité : fonctionnaires, magistrats, ingénieurs, artisans, commerçants, missionnaires catholiques, etc. Seule la Force publique leur était interdite. Beaucoup parmi eux gardaient des liens forts avec le Luxembourg, où ils désiraient le plus souvent retourner au moment de la retraite. Ils y passaient ainsi la plupart de leurs congés – les Européens du Congo effectuaient des termes de 36 mois, suivis de 6 mois de congé en Europe avant de repartir en Afrique.

Les Luxembourgeois du Congo, malgré l'immensité du territoire sur lequel ils étaient répartis, se connaissaient et se rendaient visite les uns aux autres. Dans les années 1950, les Luxembourgeois de Léopoldville et d'Elisabethville se réunissaient régulièrement le 23 janvier pour un dîner démocratique afin de célébrer la fête nationale, en consommant du vin de la Moselle. Les mariages et les baptêmes rassemblaient également souvent tous les Grand-Ducaux du coin, y compris des prêtres, le plus souvent des missionnaires de Clairefontaine qui encadraient les offices de chants en luxembourgeois. La presse luxembourgeoise était aussi lue au Congo dès les années 1920, même si elle arrivait avec plusieurs mois de retard dans les postes les plus reculés. Dans les années 1930, une des principales revendications du CCL était la diffusion sur ondes courtes de Radio Luxembourg afin qu'elle puisse être entendue au Congo. Ce furent cependant surtout les bulletins d'information des associations coloniales qui contribuèrent à créer un réel sens de communauté luxembourgeoise au Congo, puisque les coloniaux pouvaient y faire apparaître toutes sortes de petits messages : naissances, mariages, promotions, déménagements, comptes-rendus de dîners entre amis, etc. On y retrouve des informations vivantes et variées, touchant souvent à la sphère privée. Lors de leurs visites, les officiels luxembourgeois organisèrent également des cocktails pour réunir leurs compatriotes, à l'exemple de Joseph Bech en 1948 et de Pierre Dupong en 1953.

La solidarité entre les Luxembourgeois avait été renforcée dans les années de la Seconde Guerre mondiale. Dès 1942, les Luxembourgeois de la colonie se regroupèrent en une amicale, qui lança une vaste campagne de récolte de fonds pour soutenir le gouvernement luxembourgeois en exil. Ce Fonds Prince Jean ne connut pas un succès immédiat et l'enthousiasme patriotique des Grand-Ducaux ne fut que réveillé à l'automne 1944, quand la Libération, puis les nouvelles des destructions de la bataille des Ardennes les encouragèrent à donner plus qu'auparavant : la somme récoltée atteignit finalement 3,6 millions de francs⁸.



Logo de la LUXOM qui représente le drapeau luxembourgeois rouge-blanc-bleu en combinaison avec l'étoile du drapeau de la colonie du Congo belge



La période de la guerre renforça ainsi le sentiment patriotique des Luxembourgeois, qui osèrent affirmer plus clairement leur différence avec les Belges dans les années 1950.

La fin abrupte de l'histoire coloniale luxembourgeoise

En janvier 1959, des émeutes éclatèrent à Léopoldville et les Belges prirent soudainement conscience que leur colonie n'était pas à l'abri des mouvements indépendantistes. Dépassé par les événements, le gouvernement belge convoqua une table ronde avec les partis congolais à Bruxelles en janvier 1960, qui fixa l'indépendance de la colonie au 30 juin de la même année. Pourtant, « l'africanisation des cadres » n'était alors pas très avancée. Aucun Congolais n'avait alors de poste à responsabilité dans l'administration et on comptait à peine une quinzaine de diplômés universitaires africains pour toute la colonie. Les coloniaux se sentirent trahis par le gouvernement belge, en particulier les fonctionnaires luxembourgeois qui, contrairement à leurs homologues belges, n'avaient pas reçu la garantie d'un poste dans l'administration belge métropolitaine s'ils devaient quitter l'Afrique. Le 30 juin 1960, les cérémonies de l'indépendance, auxquelles assistait le ministre luxembourgeois des Affaires économiques, Paul Elvinger, se déroulèrent encore dans le calme. Mais moins d'une semaine plus tard, le 4 juillet, les soldats de la force publique se mutinèrent contre leurs officiers belges. L'ancienne colonie s'enfonçait peu à peu dans le chaos et la majorité des Européens rentra précipitamment en Europe. En moins d'un mois,

près de 40 000 Européens, dont 132 Luxembourgeois, furent rapatriés en Belgique. En 1963, il ne restait plus que 155 Luxembourgeois au Congo, soit une baisse de 71 % par rapport à 1958. L'assassinat de huit missionnaires luxembourgeois par des rebelles à Stanleyville en 1964 finit par rafraîchir définitivement l'ardeur des Grand-Ducaux à vouloir partir au Congo.

Après 1960, la mémoire des Luxembourgeois au Congo disparut peu à peu de la sphère publique, si ce n'est dans de rares publications, dont le documentaire de P. Kieffer et M. Thiel, *Ech war am Congo*, en 2000. Même en 2010, année du cinquantième des indépendances africaines, seuls *Tageblatt*, *Revue* et *Lëtzeburger Land* s'intéressèrent à la participation coloniale luxembourgeoise au système colonial⁹. Pourtant, cet aspect de l'histoire des relations internationales du Luxembourg mériterait d'être mieux connu, puisque le Luxembourg, tout autant que les autres États européens, prit part à un système politique raciste basé sur la domination de l'homme blanc sur l'homme noir. Il ne nous faudrait pas oublier que c'est aussi à travers le système colonial que le Grand-Duché a commencé à entretenir des relations avec les pays du Sud et que bon nombre des représentations de l'autre qu'ont certains Luxembourgeois aujourd'hui sont l'écho d'une propagande coloniale qui montrait les Africains comme étant de « grands enfants » immatures et incapables de gérer eux-mêmes leur vie. Se confronter à ce passé serait sans doute un moyen de dépasser ces clichés racistes. ♦

Après 1960, la mémoire des Luxembourgeois au Congo disparut peu à peu de la sphère publique, si ce n'est dans de rares publications [...].

¹ Serge Hoffmann, « Les Luxembourgeois au Congo belge », forum, n° 208, p. 26-30.

² Le bâtiment abrite actuellement un centre de formation du Lycée technique pour professions de santé.

³ Lettre de L. Franck à Émile Reuter du 7 juillet 1922, in ANL AE 3449.

⁴ Le ministre de Belgique au Luxembourg est sans équivoque à ce sujet : « Dans l'ordre autant matériel que sentimental, je rangerai aussi la propagande congolaise, notre colonie jouissant ici d'une heureuse réputation et son essor suscitant de plus en plus de vocations coloniales. En un mot, au Congo comme en Belgique, c'est en donnant le plus possible aux Luxembourgeois accès à nos sociétés, dans notre commerce, dans notre armée, au besoin dans notre administration que nous créerons par leurs familles des noyaux pro-belges au Grand-Duché. » Rapport du 25.11.1924 du Cte de Laubespain au ministre des Affaires étrangères, in Archives africaines, Bruxelles, AE/II n° 683 (2944) 131 660.

⁵ Statut des agents de l'administration d'Afrique, in ANL FD-237-40.

⁶ Au décès du prince Félix en 1971, le prince Henri, l'actuel Grand-Duc, reprend le haut protectorat du CCL. Lettre du maréchal de la Cour au vice-président du CCL, 7.6.1973, ANL FD-237-34.

⁷ « Interview Nicolas Cito », in A-Z Luxemburger illustrierte Wochenschrift, 6^e année, n° 14, 3 avril 1938, p. 4-5.

⁸ Après 1944, il y avait parité entre francs belge, congolais et luxembourgeois.

⁹ Le sujet fut cependant évoqué dans une exposition au Centre de documentation sur les migrations humaines de Dudelange (2000), dans un « Impuls » sur RTL Télé Lëtzebuerg (2000), dans l'exposition « Retour de Babel » (2007) et dans le cadre de publications et de conférences de Romain Hilgert (p.ex. au Grand Théâtre qui consacra deux Semaines du Congo du 1^{er} au 13 mars 2010).